

## Perspectives économiques 2014<sup>1</sup>

Service d'analyse économique de l'IRES

### Amélioration des perspectives économiques mondiales

La reprise économique mondiale se poursuit. La production industrielle mondiale a ainsi de nouveau progressé au troisième trimestre 2013, affichant même durant ce trimestre son rythme de croissance le plus élevé depuis début 2012. Elle a par ailleurs augmenté aussi bien dans les pays émergents que dans les pays les plus avancés, sa croissance demeurant néanmoins toujours plus élevée dans les pays émergents. Dans ce contexte, le volume des échanges internationaux de marchandises a fortement augmenté au troisième trimestre, les importations de marchandises étant en hausse à la fois dans les pays les plus avancés et dans les pays émergents.

Au sein des pays les plus avancés, l'activité continue de progresser, à des rythmes plus ou moins soutenus selon les régions. Aux États-Unis, grâce à la bonne tenue de la demande intérieure privée, la croissance s'est renforcée au troisième trimestre avec une hausse du PIB de 1,0 % par rapport au trimestre précédent. Au Japon, la croissance du PIB a fortement ralenti au troisième trimestre mais elle est restée positive (0,3 % par rapport au trimestre précédent). Les différentes composantes de la demande intérieure n'ont que faiblement progressé et la contribution du commerce extérieur à la croissance fut négative. En zone euro, l'activité a progressé pour le deuxième trimestre consécutif, mais le taux de croissance de 0,1 % par rapport au trimestre précédent s'inscrit en-dessous de celui déjà peu dynamique du deuxième trimestre. La demande intérieure a contribué positivement à la croissance pour le deuxième trimestre consécutif alors que, en raison d'une hausse des importations supérieure à celle des exportations, la contribution du commerce extérieur à la croissance fut négative au troisième trimestre. Par ailleurs, la conjoncture s'améliore dans les pays du sud de l'Europe. L'Espagne sort d'une récession qui a duré plus de deux ans tandis que le recul de l'activité se réduit en Italie. L'activité économique des pays émergents apparaît en revanche

*La reprise économique mondiale se poursuit et les indicateurs récents suggèrent qu'elle continuera à se renforcer en 2014. Nous prévoyons dès lors que le commerce international et la demande étrangère soutiendront l'activité économique en Belgique en 2014. Les conditions de la demande intérieure demeurent encore fragiles mais elles devraient progressivement s'améliorer en 2014 et une dynamique de croissance plus autonome devrait graduellement se mettre en place. Durant cette année de consolidation de la reprise, la croissance du PIB atteindrait 1,4 %. L'emploi devrait recommencer à augmenter, mais trop faiblement pour stopper la hausse du chômage.*

<sup>1</sup> Le contenu de cet article résume l'étude de conjoncture publiée par le Service d'analyse économique de l'IRES dans le numéro de janvier 2014 de *Analyses économiques et prévisions*. Des renseignements sur cette étude peuvent être obtenus sur <http://www.uclouvain.be/en-283724.html>.

ENCADRÉ 1

Résumé des prévisions pour la Belgique

- Après avoir quasiment stagné en 2013 (+ 0,2 %), l'économie belge devrait croître de 1,4 % en 2014.
- En forte baisse en 2013 (- 20.500 unités), l'emploi devrait augmenter en termes nets de 27.000 unités en 2014.
- En hausse de 28.300 unités en 2013, le nombre de chômeurs continuera à augmenter en 2014 mais beaucoup plus faiblement (+ 8.900 unités).
- La croissance de l'indice général des prix à la consommation devrait être de 0,9 % en 2014.
- Prévu à 2,8 % en 2013, le déficit budgétaire des administrations publiques devrait à nouveau diminuer en 2014, à 2,5 % du PIB.

... Amélioration des perspectives économiques mondiales

moins dynamique que par le passé. L'état de la conjoncture économique varie par ailleurs fortement entre régions. La croissance s'est affaiblie au troisième trimestre au Mexique et au Brésil. L'activité brésilienne s'est d'ailleurs contractée pour la première fois depuis début 2009. Le repli de la demande intérieure a pesé sur la croissance en Thaïlande. En revanche, la Chine a bénéficié d'une reprise de ses exportations suite à l'amélioration de l'activité mondiale. Les exportations ont aussi fortement contribué à la croissance en Inde au troisième trimestre.

Selon les indicateurs tirés d'enquêtes, la reprise économique mondiale devrait continuer à se renforcer en 2014. L'indicateur *IFO* pour l'économie mondiale, qui résume l'appréciation de l'état contemporain et à venir de la situation économique mondiale établie par un panel d'experts internationaux, s'est sensiblement redressé au cours du troisième trimestre, dépassant en octobre sa moyenne de longue période. L'indicateur des directeurs d'achats pour la production mondiale de l'ensemble des entreprises s'établit à 54,0 en décembre, soit nettement au-dessus du seuil critique de 50<sup>2</sup>. Une expansion de l'activité est attendue tant dans le secteur industriel que dans les services. L'indicateur mondial PMI pour l'industrie termine l'année 2013 à 53,3, son niveau le plus élevé depuis février 2011. L'indicateur mondial PMI pour les services se tasse sur la fin d'année (53,6) mais le secteur reste clairement en expansion.

L'amélioration des perspectives conjoncturelles s'observe dans la plupart des régions. Aux États-Unis, tant l'indicateur PMI industriel (57,0) que celui pour le secteur des services (53,0) ont terminé l'année 2013 à des niveaux dépassant largement le seuil neutre de 50. S'agissant de l'indicateur pour l'industrie, la composante relative aux nouvelles commandes était très élevée (64,2) en décembre alors que, six mois plus tôt, les industriels se plaignaient d'un manque de nouvelles commandes. Dans la zone euro, les indicateurs de confiance des directeurs d'achats ont dépassé, en décembre, le seuil neutre pour le cinquième mois consécutif tant dans le secteur manufacturier que dans le secteur des services. En Allemagne, selon l'indicateur *IFO* du climat des affaires, la conjoncture industrielle reste solide. Au Japon, l'indice *Tankan* de confiance des entreprises a atteint en décembre son plus haut niveau depuis fin 2007. Les enquêtes mondiales *IFO* signalent également un redressement du climat conjoncturel en Asie au cours du troisième trimestre. En revanche, ces mêmes enquêtes indiquent que l'état de la conjoncture économique en Amérique latine se situe toujours nettement en dessous de sa moyenne de longue période.

La croissance économique mondiale devrait donc être plus soutenue en 2014. La

<sup>2</sup> L'indicateur des directeurs d'achats pour la production mondiale rend compte des perspectives à court terme de l'activité mondiale. Cet indicateur est disponible pour l'industrie, pour les services, et pour les deux secteurs pris ensemble. Le niveau 50 correspond au seuil critique entre la zone d'expansion (>50) et la zone de contraction économique (<50).

**... Amélioration des perspectives économiques mondiales**

croissance devrait être en hausse tant dans les pays les plus avancés que dans les pays émergents. Bien que les indicateurs récents laissent penser que le raffermissement de l'activité économique devrait être plus marqué dans les pays les plus avancés que dans les pays émergents, la croissance économique des pays émergents restera plus élevée que celle des pays les plus avancés.

En 2014, l'économie mondiale devrait être soutenue par le rétablissement de la confiance des ménages et des entreprises. Dans les pays les plus avancés, les processus de désendettement qui sont en cours devraient être moins lourds qu'en 2013 et, en l'absence de pressions inflationnistes, les politiques monétaires devraient rester fortement accommodantes. Par ailleurs, suite aux percées diplomatiques récentes dans la gestion de la crise syrienne ainsi que dans le dossier nucléaire iranien, l'économie mondiale devrait profiter d'une relative stabilité des prix pétroliers en 2014.

Plusieurs facteurs auront en revanche pour effet de freiner la croissance mondiale en 2014. En particulier, les marchés de l'emploi peinent à se rétablir dans la zone euro et le chômage reste à des niveaux élevés. Le degré de sous-utilisation du capital productif existant est également important, tant en Europe qu'aux États-Unis, ce qui limite les besoins d'investissement des entreprises. Les programmes de réduction des déficits budgétaires en place dans de nombreux pays européens et aux États-Unis continueront de limiter le soutien des politiques budgétaires à la croissance, même si l'impact de ces programmes devrait être réduit par rapport à 2013. Par ailleurs, dans plusieurs économies émergentes, le retour d'une croissance élevée ne paraît envisageable que si des réformes structurelles importantes visant à encourager l'offre sont prises à l'avenir.

**Tableau 1.**

Perspectives internationales  
(pourcentage de variation par rapport à l'année précédente, sauf indications contraires)

Sources : CEE, AIECE, OCDE, FMI, INS  
Prévisions : IRES

	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P
<b>Produit intérieur brut</b>							
Etats-Unis	-0,3	-2,8	2,5	1,9	2,8	1,7	2,6
Japon	-1,1	-5,5	4,7	-0,4	1,4	1,6	1,6
Zone euro	0,3	-4,3	1,9	1,5	-0,5	-0,4	1,1
<b>Prix à la consommation</b>							
Etats-Unis	3,8	-0,3	1,6	3,1	2,1	1,4	1,8
Japon	1,4	-1,3	-0,7	-0,3	0,0	0,3	2,1
Zone euro	3,3	0,3	1,6	2,7	2,5	1,3	1,4
<b>Commerce mondial</b>	1,7	-11,6	13,0	5,8	1,9	2,8	5,3
<b>Prix du pétrole<sup>1</sup> (\$ par baril)</b>	97,3	61,7	79,8	111,5	112,0	108,0	107,0
<b>Taux directeurs des banques centrales (fin de période)</b>							
Etats-Unis <sup>2</sup>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Zone euro <sup>3</sup>	2,50	1,00	1,00	1,00	0,75	0,25	0,25
<b>Taux d'intérêt à court terme<sup>4</sup> (fin de période)</b>							
Etats-Unis	2,25	0,30	0,30	0,50	0,30	0,20	0,20
Zone euro	3,30	0,60	1,00	1,30	0,10	0,10	0,10
<b>Taux d'intérêt à long terme<sup>5</sup> (fin de période)</b>							
Etats-Unis	2,40	3,60	3,30	2,00	1,70	3,00	3,80
Allemagne	3,20	3,10	2,90	1,90	1,20	2,00	2,60
<b>Taux de change Euro/US \$ (fin de période)</b>	1,34	1,43	1,32	1,32	1,31	1,36	1,35

<sup>1</sup> Brent de Mer du Nord

<sup>2</sup> Taux d'intérêt sur les fonds fédéraux

<sup>3</sup> Taux repo de la Banque centrale européenne

<sup>4</sup> Euro-marché à 3 mois pour États-Unis, Euribor pour zone euro

<sup>5</sup> Rendements des bonds d'Etat sur le marché secondaire (États-Unis : emprunts d'Etat à 10 ans; Allemagne : emprunts du secteur public de 7 à 15 ans)

## Consolidation de la reprise en Belgique

Après avoir renoué avec la croissance au deuxième trimestre 2013, l'activité économique belge a de nouveau progressé au troisième trimestre, à un rythme légèrement supérieur à celui du trimestre précédent. Le taux de croissance de 0,3 % relevé entre le deuxième et le troisième trimestre marque d'ailleurs la performance de croissance la plus élevée du pays depuis début 2011. L'activité a progressé dans tous les principaux secteurs d'activité mais de façon particulièrement marquée dans l'industrie où elle a augmenté pour le deuxième trimestre consécutif, après 10 trimestres successifs de repli. Les pertes d'emplois ont fortement baissé au troisième trimestre. Le chômage a néanmoins continué à augmenter, si bien que le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés a dépassé la barre des 600.000 personnes au troisième trimestre.

Les exportations belges, déjà en hausse au deuxième trimestre, ont inscrit une croissance encore plus soutenue au troisième trimestre, de 2,1 % par rapport au trimestre précédent. Bien que les importations ont également fortement progressé au troisième trimestre (1,8 % par rapport au trimestre précédent), la contribution des exportations nettes à la croissance fut positive (0,3 point de pourcentage) durant ce trimestre. Au troisième trimestre, la demande intérieure hors formation de stock a progressé de 0,4 % par rapport au trimestre précédent, ce qui constitue son rythme de croissance le plus élevé depuis deux ans. La consommation privée est en hausse de 0,5 % par rapport au trimestre précédent tandis que l'investissement résidentiel enregistre sa première hausse (de 0,8 % par rapport au trimestre précédent) depuis près de 3 ans. La formation brute de capital fixe des entreprises et l'investissement public ont en revanche stagné par rapport au trimestre précédent.

Le climat général des affaires, tel qu'établi à partir des enquêtes d'opinion auprès des entreprises, a continué à s'améliorer en fin d'année 2013. Ainsi, le climat s'est significativement redressé dans l'industrie et il dépasse, depuis novembre, sa moyenne de longue période. Dans les services aux entreprises et dans le commerce, les chefs d'entreprise sont également plus optimistes même si les indicateurs d'opinion étaient en décembre toujours en dessous de leur moyenne de longue période. Du côté des ménages, la confiance s'était fortement relevée au deuxième trimestre et elle ne s'est que modestement raffermie depuis. Elle se maintient néanmoins à son niveau le plus haut depuis plus de deux ans, qui se situe légèrement en-deçà de la moyenne de longue période.

## Scénario et perspectives 2014

### *L'activité économique devrait se renforcer en 2014*

L'évolution récente de l'activité économique en Belgique ainsi que celle du climat conjoncturel confirment le scénario d'un raffermissement progressif de la croissance en 2014. À court terme, l'activité devrait être soutenue par le commerce international de marchandises. La conjoncture économique s'est en effet fortement raffermie aux États-Unis et la situation économique des autres pays européens s'améliore progressivement. Dans ce contexte, et en supposant que le blocage des salaires réels imposé par l'accord interprofessionnel 2013-2014 aura un impact favorable sur la compétitivité de la Belgique, les exportations belges augmenteraient de 5,3 % en 2014. La demande intérieure devrait ensuite graduellement se renforcer en 2014 et contribuer à la mise en place d'une dynamique de croissance plus autonome. Suite à l'élan donné par la demande étrangère à l'activité économique, les déterminants de la demande intérieure devraient apparaître progressivement mieux orientés : la confiance des ménages et des entreprises devrait continuer à se redresser, l'emploi devrait reprendre et les tensions sur les capacités de production devraient s'accroître.

Malgré le raffermissement attendu de la demande étrangère et de la demande intérieure, les conditions d'une croissance vigoureuse ne devraient pas encore être totalement présentes en 2014. Malgré la faiblesse de l'inflation qui, en tenant

**... Scénario et perspectives 2014**

compte d'une réduction de la TVA sur l'électricité de 21 % à 6 % en avril, atteindrait 0,9 % en 2014, le pouvoir d'achat des ménages ne devrait que faiblement progresser (+ 1,3 %) en 2014 en raison du blocage des augmentations salariales réelles et d'une faible progression de l'emploi (cf. infra). Par ailleurs, étant donné le lent rétablissement de la situation du marché du travail, la crainte du chômage devrait amener les ménages à maintenir un comportement de dépenses prudent. Ainsi, la croissance de la consommation privée n'excéderait pas celle du pouvoir d'achat, soit une hausse de 1,3 %, ce qui maintiendrait inchangé le taux d'épargne des ménages. Du côté des entreprises, vu que les marges de capacités restent très importantes, les tensions sur les capacités de production devraient rester soutenables malgré le renforcement de l'activité, ce qui réduira les besoins d'investissements productifs. Les conditions d'accès au crédit demeurent par ailleurs sévères, notamment pour les petites et moyennes entreprises. Dès lors, après avoir accusé une légère contraction en 2013, l'investissement des entreprises n'augmenterait que de 3,4 % en 2014. Sur l'horizon de projection, la croissance de la demande intérieure devrait également être freinée par la poursuite des efforts d'assainissement des finances publiques, lesquels devraient abaisser le déficit budgétaire de l'Etat de 2,8 % en 2013 à 2,5 % en 2014.

Au total, le PIB progresserait en volume de 1,4 % en 2014. Hors formation des stocks, la croissance de la demande intérieure atteindrait 1,5 % en 2014. Du fait de la forte progression des exportations et du raffermissement de la demande intérieure, la croissance des importations belges de biens et services atteindrait 5,5 % en 2014 et elle serait de ce fait plus élevée que celle des exportations. De la sorte, après avoir été nettement positive en 2013, la contribution des exportations nettes à la croissance serait légèrement négative (- 0,1 point de pourcentage) en 2014. A l'inverse, la contribution à la croissance de la formation des stocks serait légèrement positive (+ 0,1 point de pourcentage) en 2014.

**La reprise de l'emploi serait modeste en 2014**

Au cours des derniers mois, plusieurs signes ont laissé entrevoir la perspective d'une amélioration de la situation du marché du travail. D'une part, les pertes d'emplois au troisième trimestre ont été nettement moindres que celles constatées aux premier et deuxième trimestres. D'autre part, durant la seconde partie de 2013, les entreprises industrielles et les entreprises de services ont à plusieurs reprises révisé à la hausse leurs intentions d'embauches. L'emploi intérimaire a également repris graduellement, l'indice *Federgon* étant en hausse depuis août 2013 après avoir baissé pendant deux ans. Ces évolutions encourageantes sont corroborées par le redressement significatif de la confiance des ménages dont la crainte du chômage a diminué clairement durant la seconde moitié de 2013.

A la lueur de ces éléments, il y a tout lieu de penser que l'accélération de l'activité pressentie en 2014 devrait s'accompagner d'une reprise de l'emploi. L'impact total de la reprise économique sur l'emploi devrait néanmoins être limité en 2014 en raison d'une hausse probable de la productivité horaire et de la durée moyenne du temps de travail. La productivité horaire n'a en effet que peu augmenté par rapport à son niveau d'avant la crise économique et financière de 2008 tandis que la durée moyenne du temps de travail reste nettement en deçà du niveau d'avant crise. Dès lors, il nous paraît très probable que le raffermissement de l'activité entraînera en premier lieu une hausse de la productivité horaire et de la durée moyenne du temps de travail. L'emploi ne serait stimulé que dans un deuxième temps. Ainsi, alors que l'activité économique devrait croître en moyenne de 1,4 % en 2014, le *volume* de travail n'augmenterait en moyenne que de 0,7 % en 2014<sup>3</sup>. La hausse du *nombre*

<sup>3</sup> Le terme «*volume de travail*» désigne le nombre total d'heures travaillées par les personnes ayant un emploi. Le terme «*nombre d'emplois*» désigne le nombre de personnes ayant un emploi. Le nombre d'emplois est égal au volume de travail divisé par la durée moyenne du travail.

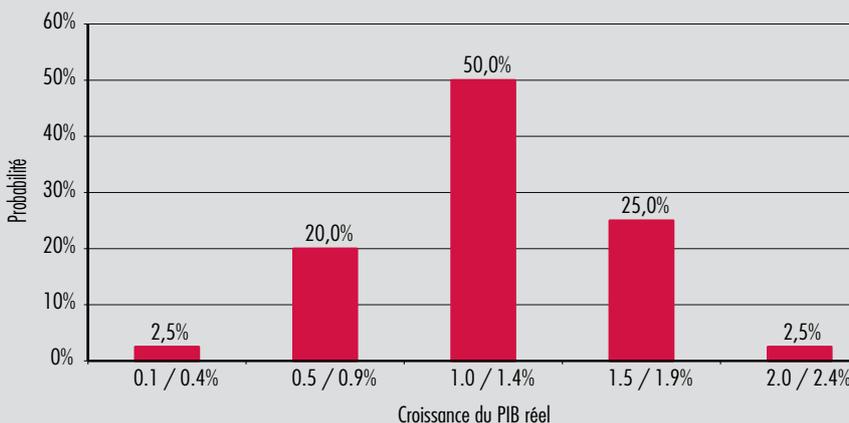
ENCADRÉ 2

**La prévision...  
au-delà du chiffre de  
croissance du PIB**

Comme c'est le cas pour beaucoup d'études conjoncturelles, le chiffre de croissance du PIB est sans aucun doute l'élément central autour duquel s'articule notre projection. Même s'il est particulièrement commode de pouvoir résumer nos perspectives économiques en un seul chiffre, une telle pratique a néanmoins pour défaut de ne pas rendre compte de manière chiffrée de l'incertitude qui entoure n'importe quelle prévision. En présentant notre prévision sous la forme de probabilités attribuées à différents intervalles de croissance du PIB, le graphique ci-dessous vise à combler cette lacune d'une manière simple\*.

**Graphique 1.** Prévisions 2014

Source : IRES, Service d'analyse économique



\* Les intervalles correspondent à ceux qui sont définis par la BCE dans son enquête sur la zone euro auprès des prévisionnistes professionnels.

d'emplois serait plus modeste encore, de seulement 0,2 %, soit 9.600 unités en moyenne annuelle, ce qui équivaut à une hausse de 27.000 emplois endéans 2014.

En comptant sur une augmentation de la population active d'un peu moins de 0,5 % en 2014, le chômage continuera à augmenter en 2014. Le nombre de *demandeurs d'emplois inoccupés* devrait ainsi croître de 8.900 unités endéans 2014 (soit une évolution moyenne de + 13.600 unités entre 2013 et 2014). Malgré le redressement de l'emploi, le taux de chômage attendrait 8,9 % fin 2014<sup>4</sup>.

**Risques**

Plusieurs risques pourraient dégrader nos prévisions (cf. Encadré 2). Une incertitude importante est liée aux conséquences qu'engendrera la diminution des politiques monétaires non conventionnelles aux États-Unis. Une diminution trop rapide des achats de titres publics par la Réserve fédérale américaine pourrait en effet créer de l'instabilité sur les marchés financiers. Les flux de capitaux vers les pays émergents pourraient ainsi sensiblement diminuer, ce qui serait particulièrement problématique pour les économies accusant des déficits extérieurs courants importants. Dans les pays avancés, une hausse des taux d'intérêt pourrait compliquer l'assainissement des finances publiques des pays les plus endettés. Elle pourrait également freiner la reprise de la demande intérieure. Un autre facteur de risque important tient au fait que plusieurs pays européens sont toujours fortement endettés et que, dès lors, la zone euro n'est pas à l'abri d'une recrudescence

<sup>4</sup> Il s'agit du taux de chômage harmonisé Eurostat.

## ... Risques

cence de la crise de la dette souveraine qui pourrait fragiliser le système bancaire mondial. Par ailleurs, malgré les percées diplomatiques récentes, plusieurs pays du Moyen-Orient restent confrontés à une instabilité politique importante et une recrudescence des tensions dans la région pourrait réactiver la nervosité des marchés pétroliers et entraîner une nouvelle flambée des prix du pétrole. Enfin, l'économie mondiale pourrait être affaiblie par un blocage des discussions politiques aux Etats-Unis à propos du relèvement du plafond de la dette fédérale.

À l'inverse, la conjoncture internationale pourrait bénéficier d'une croissance plus soutenue de l'économie américaine. En particulier, l'instauration d'un cadre budgétaire stable pour les prochaines années pourrait supprimer une source importante d'incertitude et de ce fait renforcer la confiance de tous les agents économiques. En zone euro, la demande intérieure pourrait gagner en vigueur si les créations d'emplois venaient à se renforcer de façon plus soutenue.

**Tableau 2.**  
Prévisions de l'économie belge  
(pourcentage de variation par  
rapport à l'année précédente,  
sauf indications contraires)

Sources : ICN; Belgostat, INS  
Calculs et prévisions : IRES

	2008	2009	2010	2011	2012	2013 <sup>P</sup>	2014 <sup>P</sup>
PIB	1,0	-2,8	2,3	1,8	-0,1	0,2	1,4
Consommation privée	2,0	0,6	2,8	0,2	-0,3	0,6	1,3
Consommation publique	2,7	1,9	0,6	0,7	1,4	0,7	0,7
Investissement	2,0	-8,4	-1,1	4,1	-2,0	-2,4	2,9
Entreprises	4,2	-10,2	-3,2	7,3	-2,1	-0,5	3,4
Ménages	-2,7	-8,6	3,6	-3,2	-3,2	-3,7	1,6
Administrations	0,3	9,8	-2,1	7,1	2,4	-12,0	4,1
Demande intérieure (hors variation des stocks)	2,2	-1,1	1,4	1,1	-0,2	0,0	1,4
Variations des stocks <sup>1</sup>	-0,1	-1,1	0,5	1,0	-0,4	-0,4	0,1
Demande intérieure totale	2,1	-2,2	1,9	2,1	-0,6	-0,4	1,5
Exportations de biens et services	1,4	-9,4	8,1	6,4	1,8	0,9	5,3
Importations de biens et services	2,7	-8,8	7,5	6,9	1,3	0,3	5,5
Exportations nettes <sup>1</sup>	-1,0	-0,6	0,5	-0,3	0,5	0,5	-0,1
Prix à la consommation	4,5	-0,1	2,2	3,5	2,8	1,1	0,9
Indice «santé»	4,2	0,6	1,7	3,1	2,7	1,2	0,9
Revenu disponible réel des ménages	2,0	2,5	-1,6	-1,2	1,3	0,9	1,3
Taux d'épargne des ménages <sup>2</sup>	16,7	18,1	15,1	13,8	15,1	15,2	15,1
Emploi intérieur	1,8	-0,2	0,7	1,4	0,2	-0,4	0,2
Demandeurs d'emploi inoccupés	-5,2	9,8	2,3	-3,7	2,5	4,3	2,3
Taux de chômage <sup>3</sup>	7,0	7,9	8,2	7,2	7,6	8,6	8,8
Solde net de financement des administrations publiques (en % du PIB)	-1,3	-5,6	-3,7	-3,7	-4,0	2,8	2,5

<sup>1</sup> Contribution à la croissance du PIB

<sup>2</sup> En pourcentage du revenu disponible

<sup>3</sup> Nombre total de chômeurs, en pourcentage de la population active; concept Eurostat

Cette étude a été réalisée sous la direction de Vincent Bodart, avec la collaboration de Rytis Bagdziunas, Vanessa Lutgen, Joël Machado, et Catherine Smith. A l'exception de Rytis Bagdziunas, tous les auteurs sont chercheurs à l'IRES. Rytis Bagdziunas est chercheur au CORE.

Directeur de la publication :  
*Vincent Bodart*

Rédactrice en chef :  
*Muriel Dejemepe*

Comité de rédaction : *Paul Belleflamme,*  
*Vincent Bodart, Thierry Bréchet, Muriel*  
*Dejemepe, Frédéric Docquier, Jean Hindriks,*  
*Marthe Nyssens, William Parienté*

Secrétariat & logistique : *Anne Davister*  
Graphiste : *Dominos*

***Regards Économiques*** IRES-UCL

Place Montesquieu, 3  
B1348 Louvain-la-Neuve

[www.regards-economiques.be](http://www.regards-economiques.be)

[regard-ires@uclouvain.be](mailto:regard-ires@uclouvain.be)

tél. 010/47 34 26

ISSN 2033-3013